



## Cahiers de la Méditerranée

71 | 2005

Crises, conflits et guerres en Méditerranée (Tome 2)

---

# Un siècle d'histoire : comment comprendre la persistance du conflit arabo-israélien ?

Maher Charif

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/957>

ISSN : 1773-0201

### Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 111-128

ISSN : 0395-9317

### Référence électronique

Maher Charif, « Un siècle d'histoire : comment comprendre la persistance du conflit arabo-israélien ? », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 71 | 2005, mis en ligne le 13 mai 2006, consulté le 30 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/957>

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

---

# Un siècle d'histoire : comment comprendre la persistance du conflit arabo-israélien ?

Maher Charif

---

- 1 Pour répondre à la question posée, nous allons avoir recours à l'histoire du conflit arabo-israélien et nous allons analyser quelques facteurs et phénomènes essentiels qui l'ont exacerbé, comme la nature originelle du projet sioniste, les racines du « refus » arabe, les mutations, sociales et politiques, survenues en Israël depuis la fin des années 1970, les relations privilégiées entre Israël et les Etats-Unis et leurs répercussions sur le conflit. Nous essayerons aussi de déceler les raisons du « handicap » arabe qui a joué et joue encore, à notre avis, un rôle crucial entravant l'application d'une solution juste et durable à ce conflit. Mais, pour commencer, nous tenterons de voir comment toutes les tentatives d'arriver à une telle solution ont échoué.

D'une guerre à l'autre

- 2 Si l'on déconstruit l'histoire du conflit arabo-israélien, nous constatons que la période allant de la débâcle de 1948 à la défaite arabe de juin 1967 n'a pas vraiment connu d'opportunités pour que la paix soit réalisée. A cette époque, les Arabes, y compris les Palestiniens, n'étaient pas disposés à accepter des "demi-solutions". Le contexte était marqué alors par la domination du courant nationaliste arabe qui appelait à la "vengeance" et à l'anéantissement d'Israël et qui voyait dans l'unité arabe, au moins jusqu'au début des années 1960, la seule voie pour la libération de la Palestine. Exploitant à l'extrême cette position intransigeante des Arabes, Israël n'avait rien à cette époque à offrir à ces derniers car les soi-disant "demi-solutions" supposaient l'application du plan de partage de 1947 et la résolution du problèmes des réfugiés palestiniens, ce que les Israéliens refusaient catégoriquement.
- 3 En juin 1967, la position arabe connut une évolution significative. En dépit de toutes les résolutions du sommet arabe de Khartoum (août 1967), marquées par un refus catégorique de reconnaître Israël et d'entamer des négociations avec lui, la défaite a poussé les Arabes à accepter de facto l'existence d'Israël (ce qui fut confirmé par leur

acceptation de la résolution 242 du Conseil de Sécurité en novembre 1967) et à adopter la consigne stipulant *"la suppression des conséquences de l'agression"*, consigne venant remplacer l'appel à la *"libération totale"* de la Palestine. Quant à Israël, il fut alors en mesure d'offrir aux Arabes, en contrepartie de la paix, son retrait des territoires occupés au cours de la *"guerre des six jours"*. Cependant, ses dirigeants se rétractèrent et adoptèrent, par la politique d'annexion et d'implantation des colonies, une position intransigeante basée sur la certitude qu'Israël était capable de maintenir indéfiniment le nouveau statu quo. Malgré le consensus international autour de la résolution 242 du Conseil de sécurité, la tension qui marquait les rapports entre les deux super-puissances n'aidait pas à l'application de cette décision.

- 4 La guerre fut de nouveau déclenchée, sur l'initiative des Arabes cette fois, en octobre 1973. L'équilibre militaire relatif engendré par celle-ci créa chez beaucoup l'illusion que la paix serait imminente au Proche-Orient. Plusieurs facteurs vinrent renforcer ce sentiment : le consensus arabe d'accepter une solution politique négociée sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité, la solidarité arabe sans précédent dans le cadre de laquelle fut utilisée pour la première fois l'arme pétrolière, la disposition de l'OLP à accepter le principe de la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, le climat de détente entre les deux super-puissances qui permit la réunion de la première séance de la conférence de paix à Genève. Cependant les Etats-Unis, décidés à affaiblir l'influence soviétique dans la région et à empêcher le renforcement de la solidarité arabe, gâchèrent cette occasion en adoptant la politique des petits pas, ce qui poussa le président égyptien Anouar al-Sadate, ayant perdu tout espoir d'aboutir à une paix globale, à marcher sur la voie de la paix séparée avec Israël.
- 5 Les partenaires de l'accord de Camp David en 1978 affirmèrent que la guerre de 1973 serait la dernière entre les Arabes et les Israéliens et que la paix s'étendrait sur toute la région. Toutefois, le cours des événements ultérieurs alla à l'encontre de cela. En effet, la confrontation entre les parties du conflit devint plus aiguë, les rapports entre les Etats-unis et l'Union soviétique passèrent de la détente à la tension. Cette confrontation atteint son sommet avec l'invasion du Liban par Israël au cours de l'été 1982. Si les quelques signes contenus dans le projet lancé par le président américain Ronald Reagan au début de septembre 1982 donnèrent l'impression qu'une nouvelle occasion s'était présentée pour parvenir à une solution basée sur le principe *"la terre en échange de la paix"*, cette nouvelle *"occasion"* ne fut pas exploitée et le Proche-Orient demeura, en raison des positions américaines et israéliennes, un *"cimetière des occasions perdues"* selon l'expression du rédacteur en chef du *Monde diplomatique* Alain Gresh.
- 6 La guerre ne tarda pas à faire rage de nouveau, sur l'initiative des Palestiniens de l'intérieur cette fois-ci, sous une forme inconnue jusqu'alors. Une nouvelle occasion de paix se présenta grâce à l'initiative politique lancée par le Conseil national palestinien en novembre 1988, soutenue par un consensus arabe et par les grandes transformations sur la scène internationale engendrées par l'Intifada, la perestroïka soviétique et le climat de détente entre l'Est et l'Ouest. Cependant, toutes les concessions palestiniennes, et en premier lieu l'acceptation par l'OLP de la résolution 242, que les Etats-Unis érigèrent en condition sine qua non de la participation palestinienne aux négociations de paix, ne réussirent pas à infléchir la position intransigeante d'Israël soutenue par les Américains, ce qui contribua à pousser de nouveau la région au seuil d'une nouvelle guerre.
- 7 La guerre du Golfe se produisit au moment de l'effondrement de l'Union soviétique ; les Etats-Unis devinrent les maîtres exclusifs du jeu au Proche-Orient et réunirent toutes les

cartes leur permettant, s'ils l'avaient voulu, d'imposer une solution équilibrée au conflit arabo-israélien. Le président américain George Bush s'adressa au Congrès le 6 mars 1991 pour annoncer, en des termes proches de ceux de son prédécesseur Ronald Reagan le 1er septembre 1982, que le temps était venu de trouver une solution politique à ce conflit selon le principe *"la terre contre la paix"*. Les Arabes et les Palestiniens acceptèrent les conditions américaines et les Etats arabes annoncèrent qu'ils étaient disposés à établir des rapports normaux avec Israël, tandis que l'OLP accepta la formule de la délégation commune avec la Jordanie, renonçant ainsi au principe de sa participation directe et indépendante aux négociations. Avec la tenue de la conférence de paix à Madrid, en présence de tous les protagonistes du conflit et les parties internationales et régionales concernées, il semblait que l'avènement de l'ère de la paix au Proche-Orient n'était plus qu'une question de temps.

#### La paix impossible

- 8 Toutefois, les séances des négociations se succédèrent à Washington sans aboutir à aucun résultat. Pour le gouvernement du Likoud, présidé par Itzhak Shamir, le temps signifiait de longues années de négociations stériles, au cours desquelles de nouvelles réalités politiques pourraient être imposées dans les territoires occupés. Avant que le négociateur arabe perde toute patience, un événement politique important se produisit en Israël amenant de nouveau le parti travailliste, dirigé cette fois-ci par son homme fort Itzhak Rabin, au pouvoir à la suite des élections de juin 1992. Cette évolution réactiva le processus de paix d'autant plus que le programme électoral du parti travailliste était relativement plus avancé, vis-à-vis des exigences de la paix, que tous les programmes précédents.
- 9 Cependant Itzhak Rabin, au lieu de choisir la voie permettant d'accélérer les négociations sur tous les volets afin d'aboutir à une paix globale mettant fin à ce conflit ouvert depuis un siècle déjà, se mit à manoeuvrer, tantôt avec les Syriens et les Libanais, tantôt avec les Jordaniens, tantôt avec les Palestiniens, visant par là à saboter la coordination entre les parties arabes et à empêcher l'émergence d'une position arabe unifiée sur la table des négociations. La manoeuvre israélienne réussit à attirer la partie palestinienne, la plus faible, et l'on parvint ainsi à l'accord d'Oslo en septembre 1993.
- 10 La direction de l'OLP n'était peut-être pas, à ce moment-là, en mesure de réaliser qu'elle était attirée vers un accord pour lequel le gouvernement israélien ne s'engagerait pas résolument et dont les côtés négatifs domineraient les côtés positifs. La poignée de main historique entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin à Washington sembla consacrer aux yeux de beaucoup la reconnaissance par Israël du peuple palestinien et de l'OLP. L'acceptation par Israël du principe d'un retrait de certains territoires palestiniens et de l'instauration d'une autorité palestinienne sur ces territoires ; sa disposition à accepter la négociation de certains problèmes épineux comme la colonisation, l'avenir de Jérusalem et le sort des réfugiés palestiniens lors de la phase finale des négociations ; tout ceci justifia aux yeux de la direction de l'OLP les multiples concessions faites par elle et créa chez elle l'espoir de pouvoir parier sur la dynamique qui émergerait de l'accord et sur les réalités nouvelles qui s'imposeraient sur le terrain. Il s'avéra rapidement que ce pari n'était pas réaliste : l'"occasion" d'Oslo a été, elle aussi ratée, et la responsabilité en incombe au gouvernement du parti travailliste et à son président défunt, Itzhak Rabin.
- 11 En effet, si ce gouvernement avait été vraiment décidé à parvenir à une paix juste et globale avec les Palestiniens et les Arabes, il aurait contribué à instaurer dans la région un climat propice au succès de cet accord. Et ceci en dépit de toutes les réserves formulées à

son rencontre. Par ailleurs, en respectant le calendrier de l'accord et en appliquant ses clauses, ce gouvernement aurait affaibli les positions de l'opposition palestinienne (qui trouva dans le climat de frustration et de dégradation des conditions de vie, le développement de la pauvreté et du chômage un terrain fertile pour intensifier son activité).

- 12 Itzhak Rabin fut en fin de compte victime de sa politique hésitante envers l'extrême droite israélienne. Son successeur, Shimon Perès, au lieu de changer le cours des événements d'une façon radicale, profitant du climat de haine qui s'était instauré contre cette extrême-droite à la suite de l'assassinat de Rabin, choisit la fuite en avant plutôt que la paix. Il déclencha une large offensive contre le Liban, suspendit les négociations avec la Syrie et commença à préparer la campagne des élections anticipées, armé d'un discours "guerrier" proche de celui de son concurrent, le chef du parti Likoud. Les résultats des élections de mai 1996 montrèrent que les Israéliens, en l'absence d'une direction courageuse et décidée à faire la paix avec les Arabes, continuaient à craindre la paix plus que la guerre.
- 13 Si Benjamin Netanyahu avait vu dans l'accord d'Oslo, avant son avènement au pouvoir, une « catastrophe nationale » pour Israël et ne décida ensuite de prendre le train d'Oslo que pour le détourner de sa voie, son successeur à la tête du gouvernement, le travailliste Ehud Barak, refusa d'entériner les engagements pris par Israël, parmi lesquels le redéploiement partiel des troupes israéliennes en Cisjordanie, le transfert aux autorités palestiniennes du contrôle de trois villages contigus à Jérusalem et la libération de Palestiniens emprisonnés pour des actions commises avant l'accord d'Oslo. Il persuada l'administration américaine, lorsque les perspectives d'une avancée des pourparlers israélo-syriens devinrent quasiment nulles en mars 2000, qu'une rencontre au sommet à huis-clos, avec la participation active du président Clinton, pourrait imposer à Yasser Arafat un accord de paix qui satisferait Israël et mettrait un terme au conflit.
- 14 Pensait-il réellement parvenir à la conclusion d'une paix définitive, après une ou deux semaines de négociations, alors qu'un fossé énorme séparait toujours les deux parties ?
- 15 A cette question posée par le journaliste israélien Amnon Kapeliouk, répond un autre Israélien, l'analyste Meron Benevenisti, qui a évoqué, dans un article paru dans le *Haaretz* du 7 juillet 2000, l'hypothèse d'une grande manipulation :  
« Ehud Barak - écrit Benevenisti - présente des propositions inacceptables pour les Palestiniens concernant Jérusalem, les réfugiés, les frontières, les colonies, etc. Si les pressions conjointes de Clinton et Barak aboutissaient et qu'Arafat acceptait l'inadmissible, ce serait une victoire éclatante pour Barak. Dans le cas contraire, celui-ci rendrait les Palestiniens responsables de l'échec. Il confirmerait, comme le martèle un slogan cher à la droite israélienne, qu'"il n'y a pas d'interlocuteur (pour parler de paix) chez les Palestiniens." » (Amnon Kapeliouk, « Le piège du sommet de Camp David », *Manière de voir* 54, Le Monde Diplomatique, novembre-décembre 2000, pp.25-28).
- 16 Dès la fin du sommet de Camp David, qui s'est tenu du 11 au 25 juillet 2000, une campagne de désinformation a commencé, visant à faire porter à Arafat la responsabilité de l'échec. Le président Clinton participa directement à cette campagne. Cependant, les « secrets » de Camp David ne tardèrent pas à se révéler, surtout grâce à l'apport de deux participants directs au sommet, le Palestinien Akram Haniyyé et l'Américain Robert Malley.
- 17 Pour le premier, Yasser Arafat croyait fermement que les circonstances n'étaient pas mûres pour un tel sommet et a affirmé, à maintes reprises, que « l'échec était assuré si les

positions israéliennes demeuraient en l'état. » La délégation américaine au sommet - poursuit Haniyyé - a défini son rôle à partir des besoins, des demandes et des soucis du gouvernement israélien et a mis, dès les premières heures du sommet, toute la pression sur les seuls Palestiniens. Quant aux Israéliens, ils étaient convaincus que la pression américaine suffirait à imposer « leur paix », (Akram Haniyyé, « Ce qui s'est réellement passé à Camp David », *Revue d'Etudes Palestiniennes*, Paris, n°25 (77), automne 2000, pp. 3-25).

- 18 Robert Malley, quant à lui, s'autorise, dans un rapport co-signé avec Hussein Agha et intitulé « *Camp David : la tragédie des erreurs* », à mettre en cause l'attitude inflexible de Barak lors du sommet, son refus absolu de tenir compte des résolutions du Conseil de sécurité, son rejet d'une poursuite des négociations en cas d'échec du sommet ; bref, sa politique sans appel du « *tout ou rien* ». (cf D.Eddé, « Israël fait la guerre au temps », *ibid.* n°81, automne 2001, pp.95-96). D'ailleurs, le même Ehud Barak a reconnu plus tard, dans un article paru dans le *Yediot Aharonot* du 20 août 2003, qu'il n'a absolument rien donné aux Palestiniens à Camp David, et qu'il a exigé d'eux, en échange de certaines concessions israéliennes qui conduiraient à un Etat palestinien, d'accepter l'annonce de la fin du conflit et de l'abandon du droit au retour, la mise de 80% des colonies sous souveraineté israélienne et la reconnaissance des besoins de sécurité d'Israël (cf Ehoud Barak, « Je n'ai absolument rien donné à Camp David », *ibid.* n°91, printemps 2004, pp.22-25).
- 19 Il n'est pas possible de comprendre cette défaillance chronique à trouver une solution équitable à ce conflit si nous perdons de vue la nature originelle du projet sioniste dès ses débuts. Pour constituer un Etat juif, le mouvement sioniste, né en 1897, allait s'inscrire dans le courant colonialiste européen en vogue à l'époque. Cependant, la Palestine ne représentait pas pour ce mouvement un projet d'investissement, mais plutôt un territoire pour y édifier un état, et cela en y installant une société juive, capable de se substituer à la société arabe y existant par deux moyens : l'émigration et l'appropriation des terres. Là réside la spécificité de ce mouvement.
- 20 Le fondateur du mouvement sioniste, Théodore Herzl, ne semble pas avoir pensé, au début, au statut des habitants arabes de Palestine. Dans ses projets, tout se passe, comme le fait remarquer Claude Klein, comme s'il s'agissait d'un territoire entièrement inhabité. Dans sa postface à *L'Etat des Juifs* de Herzl, Klein écrit :
 

« Qu'il s'agisse de pure ignorance, de méconnaissance ou d'oubli, l'Autre n'existe pas, car il ne doit pas exister là-bas. Il n'y a pas de place pour l'Autre dans le discours sioniste, pas plus qu'il ne saurait y en avoir dans la réalité sioniste. » (*cité in Antoine Hatzenberger, « Checkpoint utopia, Herzl, l'utopie et la Palestine », Revue d'Etudes Palestiniennes, Paris, n°88, été 2003, pp.94-106*).
- 21 Quant aux sionistes, comme Israël Zangwill, qui ont pris conscience très tôt de l'existence des Arabes de Palestine, ils affirmaient que l'Etat juif ne pourrait être constitué que si on procédait au « transfert » de la population arabe. La Palestine n'avait pas connu, avant la colonisation sioniste, de sérieux conflits, ethniques ou religieux, entre Arabes et Juifs.
- 22 Les Arabes ont été généralement passifs face à la première vague d'immigration juive entre 1881 et 1891. Le conflit entre Juifs et Arabes s'est exacerbé à la suite de la deuxième vague d'immigration juive, entre 1904 et 1914. Cette vague, qui a eu pour conséquence immédiate l'expulsion des paysans et des ouvriers arabes travaillant dans les colonies juives et le boycott des produits arabes, marqua d'une empreinte profonde la société juive naissante. Dans son livre *Land, labor and the origins of the israeli-palestinian conflict 1882-1914* (Terre, travail et les origines du conflit israélo-palestinien), le professeur de sociologie

Gershon Shafir confirme cette conclusion. Il affirme que le mouvement sioniste se présente, dès le début, comme une variante du mouvement colonial européen ; la deuxième vague de l'immigration juive - poursuit-il - a créé, sur la base des mots d'ordre « *occupons la terre* », « *occupons le travail* », un type de colonie de peuplement qui, parallèlement à l'expulsion forcée ou à l'extermination des populations autochtones, a permis aux colons juifs l'appropriation d'un sentiment d'homogénéité culturelle et ethnique. Pour lui, les conditions particulières du conflit autour de la terre et du marché du travail entre les colons juifs et la population arabe palestinienne sont à l'origine des caractéristiques les plus typiques de la société israélienne.

- 23 Aussitôt qu'on put déceler cette volonté de domination sioniste, l'opposition arabe trouva pour se formuler un cadre tout prêt, celui du nationalisme arabe naissant. La presse arabe, née dans la foulée de la révolution turque de 1908, comme *Al-Karmel* de Najib Nasar ou *Falastine* de 'Isa al 'Isa, a joué un rôle important dans la prise de conscience face au danger sioniste. L'opposition arabe essayait, au même moment, de prendre forme en s'organisant. Au milieu de l'année 1911, fut créé à Jaffa un parti anti-sioniste, le Parti National (...), avec comme objectif l'arrêt des progrès du programme sioniste en Palestine. Deux moyens furent préconisés : le boycott des institutions et des colonies sionistes et l'interdiction de toute vente de terre aux colons juifs. La nature du projet sioniste a donc entretenu le refus palestinien, qui a revêtu divers aspects. Les Arabes de Palestine ont refusé, jusqu'en 1948, de voir la terre leur être arrachée pour créer un Etat juif. Leur mouvement national refusa toute forme d'autonomie proposée par les autorités mandataires, parce qu'elle impliquait un partage du pouvoir avec l'« Autre » que ce mouvement rejetait, de même que ce qui s'accomplissait sur le terrain. A cette période, les Palestiniens ne reconnaissaient la légitimité de la présence sur la terre palestinienne que pour les Juifs natifs installés dans le pays avant le déclenchement de la première guerre mondiale.
- 24 Ainsi, ce conflit centenaire allait naître, comme le remarque l'ancien député israélien Uri Avnery, de l'affrontement historique entre deux mouvements nationaux : le premier visait à établir un Etat pour les Juifs, vide de non-juifs ou, dans le pire des cas, avec le moins possible de non-juifs ; le second était l'expression de la lutte de la population arabe pour la liberté et l'indépendance nationale. Aussi s'opposa-t-il vigoureusement à l'implantation d'une autre population sur cette terre qui n'était pas moins qu'une patrie. Si l'on ne part pas de ces deux constats, poursuit Avnery, les événements qui ont donné naissance à des problèmes épineux, notamment le problème des réfugiés, ne peuvent être compris (Uri Avnery, « Le droit au retour », *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°27 (79), printemps 2001, pp.27-32).
- 25 La propagande officielle israélienne a continué à propager le mythe selon lequel l'exode des réfugiés était une tactique de guerre mise au point par les Arabes qui, en 1948, avaient déclenché la guerre contre le Yishouv. Dans les dernières années, pourtant, la nouvelle historiographie israélienne a révélé que certains mythes fondateurs d'Israël avaient, en fait, été concoctés par la Commission du transfert, partie intégrante du gouvernement (secret) israélien, dans un rapport qui fut soumis au premier ministre Ben Gourion en octobre 1948. Tout en niant toute responsabilité dans l'exode arabe, le Comité mettait fermement en garde contre tout retour des réfugiés et proposait que le gouvernement favorise leur installation dans les pays arabes.
- 26 Il existe maintenant des montagnes d'archives qui montrent, comme le souligne Nur Masalha, l'évidence de la corrélation entre l'intention idéologique du « transfert » et les



ordres d'expulsion de 1948. Les faits montrent, d'une manière irréfutable, la responsabilité directe des dirigeants sionistes dans le déplacement des Palestiniens et la spoliation de leurs terres et de leurs biens en 1948. Dans plusieurs livres publiés durant ces dernières années, Ben Gourion apparaît vers la fin des années 1930 comme l'avocat « obsessionnel » d'un « transfert compulsif » ; l'exode fut largement et délibérément voulu par les dirigeants politiques et les chefs militaires juifs. La guerre de 1948 fut simplement une opportunité et l'arrière-plan nécessaire à la création d'un Etat juif généreusement vidé de sa population arabe (cf. Nur Masalha, *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°83, printemps 2002, pp.102-105 ; Ilan Pappé, *La guerre de 1948 en Palestine*, aux origines du conflit israélo-arabe, publié en anglais en 1992, puis en français en 2000 aux éditions La Fabrique ; Benny Morris, *La naissance du problème des réfugiés palestiniens 1947-1948*, paru en anglais en 1987).

- 27 Le problème de la colonisation, apparu après la guerre de juin 1967, s'inscrit lui aussi dans le projet sioniste originel, lancé au début du XXème siècle, qui visait à s'emparer de la terre palestinienne. L'un des objectifs majeurs de la politique de colonisation, depuis ses origines, a été l'expansion territoriale. En 1972, Golda Meir, alors premier ministre, déclarait : « *les frontières sont là où se trouvent les Juifs, pas là où il y a une ligne sur la carte.* »
- 28 La poursuite de la colonisation après la signature de l'accord d'Oslo a été déterminante pour vider la paix de tout contenu. Selon des estimations qui remontent à l'année 2003, le nombre des habitants dans les colonies en Cisjordanie et dans la bande de Gaza s'élève à 231 000. Quand on ajoute à ce nombre les 180 000 Israéliens vivant à Jérusalem-Est, la population des colonies constitue près de 8% de la population juive d'Israël. Compte tenu du grand nombre des colons et de leurs liens étroits avec les unités de l'armée israélienne disséminées dans les territoires occupés, le démantèlement des colonies ou d'une partie d'entre elles, surtout en Cisjordanie, ne sera pas chose facile même si l'on prend une décision politique dans ce sens. En effet, les colons se composent dans leur majorité de religieux fanatiques et de nationalistes extrémistes disposant de grandes quantités d'armes. En outre, ils constituent près de 20% des officiers de l'armée israélienne stationnée dans les territoires palestiniens et participent en grand nombre aux unités de base et de réserve de cette armée (*Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°90, hiver 2004, pp.119-121).
- 29 Les mutations, sociales et politiques, qu'a connues la société israélienne à partir de la fin des années 1970 ont contribué, en renforçant les positions de la droite nationaliste et religieuse, à dresser de nouveaux obstacles devant la paix dans la région. Dès 1997, Serge Chemiman, correspondant du *New-York Times* en Israël, affirmait qu'Israël s'éloignerait « *au cours des prochaines années de la paix au lieu de s'en rapprocher.* » Pour lui, une nouvelle force composée de minorités ethniques, religieuses et sociales devient prépondérante sur la scène politique israélienne. Cette force est composée des représentants des juifs orientaux, d'immigrés russes, de religieux orthodoxes et de colons ; son émergence exprime une réalité politique et sociale qui s'affermira avec le temps. Plusieurs facteurs unissent les composantes de cette force, poursuit Chemiman : l'absence de confiance envers les Arabes, le refus de l'accord d'Oslo et la haine envers la gauche israélienne (cf *New-York Times Magazine*, 23 novembre 1997).
- 30 Le chef de file des sociologues critiques israéliens, Baruch Kimmerling, dans son livre *Politicide : les guerres d'Ariel Sharon contre les Palestiniens*, paru en 2003 (à Paris, chez Agnès Viénot Editions), analyse pour sa part les racines de la diversification de la société israélienne et les raisons du déclin de l'élite politique ashkénaze en place depuis la



fondation de l'Etat d'Israël. Pour lui, les grandes vagues d'immigration apportèrent des changements démographiques de grande envergure qui furent suivis de changements culturels et politiques. Parmi ces changements, il note la victoire électorale de la vieille opposition nationaliste de droite, sous Menahem Begin, aux élections de 1977, qui fut non seulement le résultat de l'insatisfaction de l'opinion après la guerre de 1973, mais aussi celui d'une coalition de groupes de juifs défavorisés, qui répondaient à des slogans populistes et nationalistes et se rassemblaient autour de la figure paternelle de Menahem Begin. Deux autres processus politiques, ajoute Kimmerling, renforcèrent l'émergence d'une coalition stable de la droite nationaliste : la création et le développement de Shas, mouvement socio-politique de Juifs de la seconde génération, venus d'Orient et tournés vers la religion, d'une part, et l'entrée sur la scène politique des immigrés russophones, qui sont actuellement plus d'un million, avec une tendance fortement nationaliste. En plus de ces deux processus, il y eut un autre changement socio-politique pendant les deux dernières décennies : il s'agit de l'activité grandissante de groupes orthodoxes antisionistes qui ont rejoint le bloc parlementaire formé par la droite (Politicide, op. cit, pp.229-233).

- 31 Après les affrontements d'octobre 2000, les citoyens arabes israéliens se retirent, en signe de protestation contre la politique répressive du gouvernement Barak, du processus électoral. Ils refusent d'apporter leur soutien à la gauche, ce qui contribue à approfondir le déclin de celle-ci. Il faut noter que l'échec du sommet de Camp David en juillet 2000 et le déclenchement de la seconde Intifada à la fin du mois de septembre ont créé un désarroi au sein de cette même gauche et ont contribué à accroître la paralysie du mouvement de paix. La campagne de désinformation lancée juste après le sommet de Camp David, visant à rendre les Palestiniens responsables de son échec, trouva un large écho dans les rangs de la gauche et du mouvement de paix israéliens.
- 32 Dans un article publié par le *New-York Times*, le 28 juillet 2000, et intitulé « Le spectre de Saladin », le romancier Amos Oz raconte aux Américains comment les Palestiniens ont répliqué à la générosité de Barak :  
« En dépit de tout, les Palestiniens ont dit non. Ils insistent sur leur "droit au retour" alors que nous savons pertinemment que ce "droit au retour" est une expression arabe pour signifier purement et simplement la destruction de l'Etat d'Israël. » (cité in Yitzhak Laor, « Les « embarras » de la gauche israélienne », *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°28 (80), été 2001, pp.26-42).
- 33 Le problème des réfugiés ébranle le « camp de la paix » au plus profond de lui-même et contribue à aggraver le sentiment de menace existentielle au sein d'une société qui, croyant qu'on n'arrivera pas à un accord avec l'adversaire, se préoccupe inévitablement de trouver la meilleure façon de le dominer. Ainsi, sur la base de ce consensus national presque global, se répand ce que Nadim Rouhana et Nimer Sultany ont appelé « la nouvelle hégémonie sioniste » qui se caractérise « par un mélange dangereux d'ethnocentrisme politique et d'aveuglement exacerbés par le sentiment d'une menace existentielle et la conviction que l'Etat est empêtré dans le borbier de l'insolubilité supposée du conflit avec les Palestiniens » (Nadim N. Rouhana, Nimer Sultany, « La nouvelle hégémonie sioniste. Redéfinir les limites de la citoyenneté », *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°99, printemps 2004, pp.7-21).
- 34 Il ne fait aucun doute qu'il existe un lien étroit entre la persistance du conflit et l'absence de pressions américaines sur Israël à cause des relations privilégiées qui lient les deux pays. Ces relations qui remontent au début des années 1950, lorsque le gouvernement israélien abandonne sa neutralité pour prendre position aux côtés des Américains

pendant la guerre de Corée, avaient connu un essor considérable après la guerre arabo-israélienne de juin 1967. A partir de 1976, Israël devient le plus important bénéficiaire de l'aide américaine à l'étranger avec plus de trois milliards de dollars par an. Mais comment expliquer ce refus des administrations américaines successives d'exercer quelque pression sérieuse sur le gouvernement israélien pour l'amener à répondre aux exigences de la paix ?

- 35 Cette question a été et reste encore au centre des préoccupations de tous ceux qui s'intéressent à ce conflit et aux perspectives de son évolution, surtout depuis que les Etats-Unis, surtout après 1967, sont devenus partie prenante de ce conflit. Pour certains, la force du lobby juif partisan d'Israël aux Etats-Unis empêche de telles pressions. Ce lobby et son fer de lance, le Comité américano-israélien des affaires publiques (AIPAC), jouent un rôle non négligeable dans la formulation de la politique américaine au Proche-Orient grâce à l'influence dont il jouit au sein du Congrès et à la Maison Blanche. Dans son ouvrage sur les rapports américano-israéliens, Camille Mansour estime que la force du lobby juif n'est pas due seulement à son propre poids dans la sphère de la finance et de l'information et à son pouvoir au sein de la société américaine mais elle est due aussi à la force d'Israël, à la nature de la culture politique américaine et à la représentation que l'élite américaine se fait des intérêts nationaux américains (cf. *Les Etats-Unis d'Amérique et Israël*, Beyrouth, Institut d'Etudes Palestiniennes, 1998, deuxième édition).
- 36 Israël constitue aujourd'hui une force régionale dont l'administration américaine doit tenir compte surtout après l'élargissement de son champ de manoeuvres, suite à son accès à l'arme nucléaire. On signale à ce propos que certaines décisions des responsables américains concernant la crise du Proche-Orient étaient conditionnées par leur crainte qu'Israël ait recours à son arme nucléaire. Par ailleurs, l'assimilation d'Israël à l'Occident, sa culture et ses valeurs politiques a amené l'élite politique américaine à s'identifier à elle, contribuant par là au renforcement de l'alliance entre les deux pays. En outre, la représentation que se fait cette même élite américaine des intérêts nationaux des Etats-Unis au Proche-Orient la pousse à soutenir Israël et à utiliser sa force pour protéger les intérêts américains dans cette région et faire pression, quand cela est nécessaire, sur les Arabes. Mais, est-ce qu'Israël est susceptible, à un moment donné, de constituer un fardeau pour la politique américaine au Proche-Orient ?
- 37 Cette question, posée fortement lors de la crise et de la guerre du Golfe en 1990-1991, a amené certains observateurs à penser que les Etats-Unis réduiraient leur soutien à Israël et se passeraient de certains services que celui-ci rendait aux Américains au moment de la guerre froide. Cependant, les évolutions qu'a connues la région après la fin de la crise du Golfe ont confirmé les conclusions de l'étude de Camille Mansour mentionnée ci-dessus, selon lesquelles, aux yeux de l'élite politique américaine, il est moins nocif, pour les intérêts américains au Proche-Orient, de persister à consolider l'alliance avec Israël, que de réduire le soutien qui lui est apporté ou encore moins de se passer de lui. La question cruciale qui se pose, actuellement, est la suivante : l'absence de la paix au Proche-Orient représente-t-elle une menace réelle pour les intérêts américains dans cette région ?
- 38 Si l'absence d'une telle paix a présenté, à un moment donné, une menace pour les intérêts américains -le pétrole et Israël surtout- et a amené les Etats-Unis à proposer quelques "initiatives" de paix, l'objectif de celles-ci n'était pas en réalité de parvenir à une solution équilibrée et définitive du conflit mais plutôt d'éloigner les Soviétiques du Proche-Orient et d'affaiblir les positions des forces nationalistes arabes. Aujourd'hui, après l'effondrement de l'Union soviétique, la destruction de l'Irak et le renversement du

régime de Saddam Hussein, le manque de solidarité entre les pays arabes et la forte présence militaire directe des Etats-Unis dans la région, plus rien ne menace l'accès au pétrole et le maintien du prix du baril à un bas niveau. En outre, aucun danger ne menace aujourd'hui Israël qui est devenu une super-puissance militaire dans la région.

- 39 Il est vrai que l'administration du président George Bush a lancé un processus de paix globale dans la région après les sévères critiques arabes et internationales formulées contre la politique de “deux poids, deux mesures” pratiquée par les Américains lors de la crise et de la guerre du Golfe. Cependant, le rôle américain, au cours de ce processus, est resté purement formel et limité à des questions de procédure ; en effet, les Américains ne sont pas intervenus directement et efficacement pour surmonter les obstacles créés par Israël sur la voie de la paix. D'ailleurs, il faut dire que, malgré les apparences, la solution du conflit arabo-israélien, ne constituait pas une priorité dans les calculs américains ; ainsi quand George Bush, dans son discours du 6 mars 1991 devant le Congrès, énuméra les priorités de la politique américaine au Proche-Orient, il plaça l'aboutissement à une solution de compromis de ce conflit au troisième rang. Au premier rang venait la mise en place des dispositions communes pour protéger la sécurité du Golfe, au deuxième l'imposition d'un contrôle sur le déploiement des armes de destruction massive et des missiles porteurs de ces armes (contrôle qui visait principalement l'Irak, en plus de certains pays comme l'Iran, la Syrie et la Libye). Si l'administration américaine utilisa sa présence militaire directe dans le Golfe, les opérations militaires, le Conseil de sécurité et les comités d'inspection internationaux pour réaliser les deux premiers objectifs, elle proclamait en revanche, concernant le conflit arabo-israélien, que les Etats-Unis “ne dicteraient de solution à personne” mais se contenteraient d'encourager la recherche d'une telle solution.
- 40 En dépit de son engagement déclaré dans la recherche d'une solution à ce conflit, l'administration Clinton refusa d'exercer la moindre pression sur Israël pour obtenir un arrêt, ou même un gel, de la colonisation. Selon Alain Gresh, la poursuite de celle-ci sapait, plus que tous les discours du Hamas, le soutien de l'opinion palestinienne au processus de paix (cf « Petit inventaire partiel et partial de la présidence Clinton au Proche-Orient », *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°26(78), hiver 2001, pp.12-17).
- 41 Comme l'expliquait l'éditorialiste William Plaff, dans *l'International Herald Tribune* du 23 novembre 2000, durant huit ans « la politique de l'administration Clinton fut de convaincre les Palestiniens d'accepter la meilleure offre que les Israéliens étaient prêts à faire », sans tenir compte ni de la légalité internationale, ni des accords déjà signés, ni des risques d'explosion que comportait la violation des engagements pris (*ibid.* p.15). L'attitude de l'administration Clinton ne fut pas plus favorable vis-à-vis du volet syro-israélien des négociations. Les deux parties avaient abondamment discuté entre 1993 et 1996. Avant son assassinat, Rabin avait fait une concession majeure en offrant de restituer le Golan à condition que les problèmes de sécurité et de normalisation soient résolus.
- 42 L'administration Clinton présida les négociations entre Syriens et Israéliens à Washington, mi-décembre 1999, puis quelques semaines plus tard à Shepherdstown. Le 7 janvier 2000, l'accord semblait proche ; Clinton fut tellement enthousiaste qu'il décida de rencontrer le président syrien à Genève. Mais lorsque les deux chefs d'Etat se rencontrèrent le 26 mars 2000, note William Quand Clinton se fit le porte-parole de Barak en disant que son gouvernement ne pouvait se permettre politiquement de revenir à la frontière du 4 juin 1967, et qu'il avait d'autres propositions à faire. Au bout de quelques

minutes, la discussion était terminée (cf William B. Quandt, « William Clinton et le Proche-Orient », *Revue d'Etudes Palestiniennes* n°27(79), printemps 2001, pp.64-75).

- 43 Le président George W. Bush et son entourage politique ont été très peu soucieux d'engager sérieusement les Etats-Unis sur la voie de la résolution du conflit. Condoleezza Rice, conseillère pour la sécurité nationale, déclara début 2002, évoquant les priorités américaines comme la lutte contre le terrorisme et la chute de Saddam Hussein, qu'on n'avait pas le temps de s'occuper des « *problèmes mineurs* » comme le conflit israélo-palestinien (cité in Kathleen Christison, « George W. Bush et le conflit israélo-palestinien », *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n°92, été 2004, pp.113-125). Et, dans la mesure où les véritables préoccupations de l'administration sont ailleurs, l'équipe Bush se contente de naviguer à vue - d'où l'éventail présidentiel de « plans de paix », présentés à chaque pression internationale puis rangés dès que les pressions se font moins fortes ou si Israël rechigne.
- 44 Fin avril 2003, Bush lança la « *feuille de route* » en vue de la paix, après avoir annoncé la fin des hostilités en Irak, mais il ne fit strictement rien pour garantir qu'Israël se plie aux exigences du plan, essentiellement par manque de compréhension des problèmes en question, parce qu'il répugnait à affronter Sharon et à cause de l'immense pression intérieure exercée par les partisans d'Israël (*ibid.*, p.116). Jamais les partisans d'Israël ne furent si forts qu'ils le sont aujourd'hui au sein de l'administration Bush. En plus des partisans traditionnels d'Israël, l'administration est soumise aux pressions des néo-conservateurs d'une part, de la droite chrétienne fondamentaliste de l'autre. Les néo-conservateurs forment un groupe hautement idéologique d'analystes et responsables politiques qui travaillent ensemble quasiment depuis l'administration du président Reagan. Bien avant d'entrer dans l'administration Bush, ils avaient élaboré et entériné une politique belliciste, ouvertement favorable à la droite israélienne, méprisant le processus de paix qui impose à Israël de faire des concessions et niant tout droit politique aux Palestiniens (*ibid.*, p.120).
- 45 Quant à la droite chrétienne fondamentaliste, dont la vision de l'avenir est fondée sur des prophéties bibliques selon lesquelles le contrôle de toute la Palestine par les juifs est un préalable à la deuxième venue du Christ, elle s'était déjà renforcée sous le gouvernement Reagan, mais son influence a augmenté considérablement sous l'administration Bush, grâce à sa convergence de vue avec la philosophie néo-conservatrice. Dans la foulée de la guerre contre le « terrorisme », les sentiments anti-musulmans, anti-arabes, anti-palestiniens qu'éprouvaient déjà les chrétiens fondamentalistes ont gagné en virulence (*ibid.*, p.121).
- 46 Il faut dire, enfin, que la persistance du conflit est étroitement liée à l'incapacité des Arabes à imposer une paix juste et durable. Cette incapacité est le fruit de deux facteurs : le retard des sociétés arabes, hérité de la longue domination ottomane et perpétué après la première guerre mondiale par les colonialismes européens d'une part, et l'échec des projets de développement proposés par les régimes établis après l'indépendance d'autre part.
- 47 Comme nous l'avons vu, dès la deuxième vague d'immigration juive en Palestine dans la première décennie du XXème siècle, le mouvement sioniste avait décidé de cesser toute collaboration dans les domaines économique et social avec les Arabes palestiniens et il a entrepris de créer une économie moderne qui servirait de base à une société juive indépendante dans le pays. Avec l'appui des autorités mandataires et grâce aux ressources humaines, financières et techniques dont il disposait, le mouvement sioniste a

pu atteindre cet objectif dès la fin des années 30, mais cela s'est fait au détriment de l'évolution de la société arabe palestinienne. Profitant de la guerre déclenchée en mai 1948 par les armées arabes, le mouvement sioniste réalise la seconde étape de son plan en expulsant la majorité des Arabes palestiniens de leur territoire. Réfugiés dans les pays voisins et dépendant pour subsister de l'aide internationale, ces Palestiniens ont dû vivre dans un état de marginalité, ce qui les a conduits à conserver leurs relations sociales traditionnelles.

- 48 Après la débâcle de 1948, malgré l'arrivée au pouvoir dans plusieurs pays arabes des couches moyennes nouvelles représentées par l'élite militaire, le sous-développement reste un des traits marquants de la vie arabe. Reprochant à la démocratie libérale antérieure son échec sur le plan politique et ses carences au niveau social, les nouveaux dirigeants optent pour un pouvoir autoritaire, fondé sur le principe du parti unique. Certes les militaires cherchent, dans un certain capitalisme d'État, une nouvelle voie de développement. Ils espèrent grâce aux nationalisations créer une industrie lourde et lancent de multiples réformes dans les domaines de l'agriculture, de l'emploi, de l'enseignement et de la santé, mais ils ne parviennent pas pourtant à assurer le progrès et à abolir les formes et les relations sociales héritées du passé, si bien que les nouvelles formes et relations viennent se greffer sur celles traditionnelles des solidarités familiale, confessionnelle et régionale.
- 49 La confrontation avec Israël explique en partie cet échec : elle a contribué à bloquer le processus de passage à la modernité en entraînant les nouveaux régimes dans la course aux armements avec les énormes dépenses que cela requiert ; en même temps cela leur donnait un prétexte pour ajourner la démocratie et la participation populaire au nom d'une mobilisation générale autour du slogan : « *Aucune voix ne doit couvrir le bruit des armes* » ; par ailleurs, la politique agressive d'Israël et le soutien de l'Occident encourageaient les sentiments de repli sur soi et la tentation d'identifier toute modernisation à une occidentalisation rejetée. Mais cette confrontation n'explique cet échec qu'en partie.
- 50 Les raisons principales de l'échec des régimes de type nassérien doivent être recherchées me semble-t-il dans le domaine culturo-civilisationnel. En effet les élites militaires arrivées au pouvoir n'ont pas saisi, ou pas voulu saisir, l'importance d'une « révolution », ou plutôt d'un renouvellement culturel, seul capable, en diffusant le rationalisme, en consacrant le sécularisme, en libérant la femme, en modernisant la langue et en propageant le sens de la citoyenneté, de jeter les bases d'une véritable modernité. Ainsi toutes leurs réalisations dans les domaines économiques et sociaux sont restées dépourvues d'un support culturel solide, et cela a préparé le terrain pour le renversement social survenu au début des années 1970.
- 51 Ce renversement s'est produit au moment où le centre de décision politique dans le monde arabe passait aux mains des régimes conservateurs de l'Arabie Saoudite et des autres pays du Golfe. Malgré l'importance des moyens financiers dont ils disposaient grâce à la rente pétrolière, ces régimes étaient incapables de par leur nature de faciliter le renouvellement culturel. Au contraire, sous le poids de leur influence, la dépendance économique et technologique s'est accentuée, et tout espoir de réaliser un développement indépendant a été anéanti, tandis que l'instauration de la démocratie avec la participation populaire était renvoyée à plus tard. A partir du milieu des années 1980, les pays arabes se trouvent plongés dans une crise économique et sociale aiguë tandis que les régimes sont confrontés à une crise de légitimité sans précédent. Alors le

terrain devient propice au retour sur la scène politique des forces rétrogrades sous le couvert de la religion.

- 52 C'est au moment où il était dans un tel état de faiblesse et de division que le monde arabe s'est lancé dans un processus de paix avec Israël. Or il est difficile d'imaginer un avenir pour la paix tant que les Arabes n'auront pas rejoint l'histoire dont ils sont sortis, selon l'expression de l'économiste égyptien Fawzy Mansour,. En effet, malgré tous les traités déjà conclus et malgré certaines "percées" qui peuvent se produire dans les négociations de paix, le Moyen-Orient ne jouira pas d'une paix permanente et globale tant que les Arabes n'atteindront pas un certain équilibre dans les rapports de force avec Israël. L'équilibre évoqué ici n'est point militaire -même si la capacité militaire est une de ses composantes- mais c'est un équilibre plus large et plus profond. En effet, ce qui a fait défaut aux Arabes dans leur longue confrontation avec Israël, non seulement au cours de ces cinquante dernières années mais tout au long du XXe siècle, c'est principalement de trouver un équilibre culturel, au sens large du terme, face à la modernité.
- 53 Il faut rappeler que l'insistance sur l'aspect culturel et civilisationnel de la confrontation avec Israël et le sionisme n'est pas nouvelle ; certains penseurs arabes l'ont souligné depuis la débâcle palestinienne de 1948. Dans son ouvrage intitulé *Le sens de la débâcle*, paru en août 1948, Qustantin Zurayq estime que :
- « la défaite arabe en Palestine n'est pas une simple déconfiture, ni un mal éphémère, c'est une nakba au vrai sens du terme, une épreuve parmi les plus graves qu'ont dû subir les Arabes tout au long de leur longue histoire. »
- 54 Zurayq analyse longuement les causes de cette Nakba, en laquelle il voit « la supériorité d'un système sur l'autre » :
- « Les racines du sionisme sont ancrées dans la vie moderne occidentale. Pour notre part, nous sommes assez loin de cette vie, nous nous en détournons. Ils vivent dans le présent et l'avenir, tandis que nous vivons dans le passé et sommeillons dans sa gloire révolue. »
- 55 Pour atteindre la victoire dans cette confrontation, il fallait procéder à un « *changement radical dans la situation arabe et un revirement total dans nos manières de penser, de travailler et de vivre* ». Dans son ouvrage *Quel lendemain*, paru en 1957, le même penseur réaffirme qu'un système basé sur la civilisation moderne ne sera vaincu que par un système doté des acquis de cette civilisation, et qu'une mentalité primitive et stagnante ne peut affronter une mentalité vive. Zurayq, dans son ouvrage *Le sens de la débâcle, encore et toujours*, paru quelques semaines seulement après la défaite de juin 1967, revient à nouveau sur le sujet : l'inégalité d'accès aux acquis de la civilisation moderne, en particulier la science et le rationalisme, explique, selon lui, l'inégalité des forces entre les deux sociétés arabe et israélienne. A ses yeux, le principal problème des Arabes est celui du sous-développement ; s'il n'existait pas, écrit-il, « nous n'aurions pas été soumis au colonialisme, l'ignorance ne se serait pas répandue parmi nous et nous n'aurions pas été vaincus en Palestine ».

---

## RÉSUMÉS

Cette étude propose, en recourant à l'histoire du conflit arabo-israélien, d'analyser quelques facteurs et phénomènes essentiels qui l'ont exacerbé et qui ont entravé sa résolution, comme la nature originelle du projet sioniste, les racines du « refus » arabe, les mutations, sociales et politiques, survenues en Israël depuis la fin des années 1970, les relations privilégiées entre Israël et les Etats-Unis, ainsi que les raisons de l'« impuissance » arabe.

The aim of this study is to analyse, with reference to the history of the Arab-Israeli conflict, some fundamental factors and phenomena which have exacerbated the conflict and prevented its resolution, such as the original nature of the Zionist project, the roots of Arab "rejectionism", the social and political changes which have taken place in Israel since the end of the 1970s, the special relationship between Israel and the United States, as well as the reasons for the weakness of the Arab actors.

## INDEX

**Mots-clés :** guerre, Moyen-Orient, Etats-Unis, nationalisme, sionisme

## AUTEUR

**MAHER CHARIF**

IFPO - Damas